

Questions orales

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, l'usine de Georgetown dans la circonscription du ministre des Affaires des anciens combattants est l'une des questions auxquelles le gouvernement et mon ministère attachent le plus d'importance. A cause des efforts fournis par mon collègue, le ministre des Affaires des anciens combattants, je pourrai bientôt annoncer quelque chose à ce sujet. Je tiens à bien faire comprendre aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard que si je réussis, ce sera grâce à l'appui que j'ai obtenu du premier ministre, du ministre des Affaires des anciens combattants et de l'ensemble du cabinet plutôt que des membres de l'opposition.

LA DATE DE RÉOUVERTURE DE L'USINE

M. Tom McMillan (Hillsborough): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Son collègue, le ministre des Affaires des anciens combattants, avait promis l'été dernier aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard que l'usine de Georgetown ouvrirait sous peu. Récemment, il a dit qu'elle serait ouverte à temps pour la nouvelle saison de pêche en mai. Qui induit les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard en erreur? Est-ce le ministre des Pêches et des Océans ou est-ce le ministre des Affaires des anciens combattants? Le ministre promettra-t-il officiellement aujourd'hui aux pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard que l'usine sera ouverte à temps pour la nouvelle saison de pêche en mai? Oui ou non?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, l'hypocrisie de l'opposition officielle n'a pas de borne. Quand j'ai déposé un projet de loi sur les pêches récemment, elle a prétendu que le gouvernement ne devait pas intervenir et que l'industrie devait être laissée aux soins du secteur privé. Maintenant, le député reproche à mon collègue de ne pas ouvrir l'usine lui-même. Cela fait des semaines que les députés d'en face disent que le gouvernement ne devrait pas se mêler de cette industrie et que le secteur privé doit s'en occuper seul.

M. McMillan: Oui ou non?

M. De Bané: Je ferai une annonce à ce sujet d'ici peu—ce n'est pas une question de mois—et si l'usine doit rouvrir, ce sera uniquement grâce aux efforts du gouvernement. L'opposition officielle a fait preuve d'hypocrisie à propos de toute cette question.

* * *

QUESTIONS OUVRITIÈRES

LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES—LES PROPOS DU MINISTRE DE LA JEUNESSE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, la question que je pose au ministre des Finances fait suite à celle du député d'Oshawa. Le ministre sait-il que la proportion de chômeurs chez les jeunes a grimpé à un sur cinq? Le ministre partage-t-il l'opinion du plus nouveau membre du cabinet, le ministre de la Jeunesse, quand elle dit qu'il faut s'attaquer au problème du chômage chez les jeunes, sinon une génération sera sacrifiée ou portée à la révolte? Elle a dit que si elle faisait partie de la jeune génération d'aujourd'hui, elle

ne tolérerait pas d'être tenue en marge de la progression de la société. S'il est de cet avis, que fera-t-il pour délivrer les jeunes de ce taux épouvantable de chômage?

• (1140)

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'affirme le député, le chômage chez les jeunes n'a pas augmenté le mois dernier, mais diminué. Je lui conseille de vérifier les chiffres à cet égard.

Le gouvernement s'est engagé dans le discours du trône à travailler pour atténuer le très grave problème du chômage chez les jeunes. Le fonds spécial de un milliard de dollars qui a été prévu à cette fin est la preuve de notre engagement et de notre détermination à tenter très sérieusement de corriger la situation. La nomination d'un ministre tout spécialement chargé de la jeunesse est un autre signe de notre inquiétude, de notre volonté de nous attaquer à ce problème et de nous assurer que toute l'activité du gouvernement tient compte de l'effet de nos nombreux programmes sur les jeunes.

Mon collègue s'éveille bien tard à un très grave problème dont le gouvernement est des plus conscient. Nous prenons depuis longtemps déjà des mesures pour le contrer et nous en avons encore pris de nouvelles ces derniers mois. Les faits sont là. Le chômage aigu chez les jeunes nous inquiète profondément. Nous voulons nous y attaquer et nous l'avons fait. Si nous pouvons trouver de meilleurs moyens de le faire, nous les prendrons. Le gouvernement a prouvé sa volonté d'agir à cet égard.

M. Waddell: Le ministre dit que j'ai mis du temps à me réveiller. Je lui rappelle que cette proportion critique d'un chômeur sur cinq jeunes, soit 20 p. 100, existe depuis six mois.

ON PROPOSE DE FINANCER LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES SERVICES SOCIAUX

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Le ministre serait-il disposé à accepter ce que je crois être une proposition constructive? Au lieu d'investir de l'argent dans ces programmes de création d'emplois temporaires en glanant des fonds d'autres programmes, pourquoi n'envisage-t-il pas d'investir pour faire travailler des jeunes dans des programmes sociaux que les gouvernements provinciaux ont frappés de compressions budgétaires comme les garderies et les services fournis aux personnes âgées? Le ministre voudrait-il considérer cette proposition constructive qui demande à transférer des fonds destinés à la création d'emplois des programmes de création d'emplois temporaires à des programmes offrant notamment des services sociaux et de véritables emplois pour les jeunes Canadiens?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le représentant critique la création d'emplois à court terme. Je crois que c'est là une terrible erreur de sa part. Le principal obstacle que les jeunes trouvent sur leur chemin lorsqu'ils veulent entrer sur le marché du travail et décrocher un emploi, c'est leur manque d'expérience. Or, un emploi, même à court terme constitue en un sens un passeport vers un emploi permanent à venir. Les députés néo-démocrates s'obstinent à ne pas vouloir comprendre que ce genre d'expérience est extrêmement utile aux jeunes. Je ne crois pas qu'on devrait voir là une tactique du gouvernement.